

# J'ai dû louper un épisode...

les interviews de Pascale Fourier

**Emmanuel Todd,**

Interview du 19 Novembre 2008

## Thème: protectionnisme !

### Partie 1/2

Pourquoi prôner un "protectionnisme européen" ?

**Pascale Fourier** : *Dans votre dernier ouvrage, « Après la démocratie », vous prônez un protectionnisme européen. et un certain nombre de journalistes, notamment, vous vilipendent d'une certaine façon d'avancer cette thèse. Est-ce que vous pourriez nous donner les raisons qui font que, vous, vous pensez que c'est une solution ?*

**Emmanuel Todd** : Je ne me sens pas très attaqué en ce moment: j'ai plutôt l'impression d'une ouverture de plus en plus grande au concept de protectionnisme à cause de la crise économique qui a tout à fait un rapport avec le libre-échange, et c'est très difficile de le nier. Le libre-échange a ramené le capitalisme à sa vieille contradiction du XIXe siècle, c'est-à-dire que les gens ont cessé de percevoir une complémentarité entre production et consommation, entre augmentation des salaires et absorption des gains de productivité. Le libre-échange, ça veut dire que les entreprises produisent pour des consommateurs qu'elles perçoivent comme extérieurs, et donc elles ne perçoivent plus les salaires qu'elles donnent à leurs employés comme de la demande pour l'économie.

On est donc dans une logique de compression

du coût salarial, aggravée par la concurrence des salaires des pays émergents, et tout cela aboutit à une insuffisance - je dirais tendancielle - de la demande globale à l'échelle mondiale, qui jusqu'à présent était à peu près compensée - pas suffisamment pour l'Europe, mais à l'échelle mondiale - à peu près compensée par le comportement fou des ménages américains.

Le mécanisme des subprimes, c'était un système qui, au final - sans entrer dans les détails - permettait à l'Amérique de dégager un déficit commercial de 800 milliards de dollars par an sur les biens, qui était comme une sorte de surcroît de consommation pour la planète, c'est-à-dire une sorte d'État régulateur keynésien informel. Ce mécanisme s'effondre, l'Amérique cesse de vivre aux crochets du monde temporairement, ou plus difficilement, et donc le système s'arrête.

Dans le contexte actuel, au contraire, on a vraiment l'impression que les conformistes qui dominent absolument - cela, il faut l'admettre - sur le marché intellectuel de l'économie, tout ça est un peu en train de bouger.

Alors cela dit, c'est évident que les choses ne sont pas faites. La dernière réunion du G

20 a été en un certain sens pathétique. On a vu tous ces pays se réunir... C'est bien, de discuter ensemble. L'idée de coopérer entre nations à l'échelle planétaire est évidemment une très bonne idée. Mais si c'est pour aboutir à l'idée que l'on ne parle pas du rôle moteur des États-Unis dans le déclenchement de la crise et de leur position particulière, et si on accouche de l'idée que le principal problème c'est la menace protectionniste, et qu'il faut encore améliorer le libre-échange, c'est-à-dire que, si le résultat du G 20, c'est de se proposer d'aggraver le système qui déjà produit ses effets négatifs, c'est vrai que l'on est dans une situation bizarre.

Mais, pour moi, l'hypothèse protectionniste est amenée. On sent que ça se développe, on sent qu'il y a des gens qui émergent, comme Gréau, Sapir - et il y en a certainement d'autres dans d'autres pays du monde... On sent un système idéologique qui est en rupture. Mais c'est une situation très bizarre, parce que les autres avaient gagné : je crois que dans les 10 dernières années, les libre-échangistes avaient remporté une victoire idéologique phénoménale. Ils se sont heurtés, là, au mur de la réalité, à l'horreur qu'ils avaient eux-même fabriquée, et on est dans une situation idéologique et intellectuelle tout à fait particulière.

**Pascale Fourier** : *Beaucoup vous diraient cependant que le protectionnisme est quelque chose d'intrinsèquement mauvais, notamment parce que cela suppose le nationalisme, quelque chose dans ce goût-là...*

**Emmanuel Todd** : Alors oui, c'est des trucs qu'on dit. Souvent je crois - je ne sais plus si c'est Pascal Lamy ou un autre -, l'une des routines, c'est d'associer protectionnisme et xénophobie. Alors, pour moi, c'est assez rigolo puisque mon livre précédent - qui était sur la démographie du monde musulman - était typiquement un livre universaliste, essayant de démontrer que les pays arabes évoluaient normalement. Donc, dans mon cas particulier, essayer d'associer protectionnisme et xénophobie, ça va être très difficile...

Je pense que la séquence est beaucoup plus perverse. Parce que le libre-échange en vérité, s'appuie sur l'idée d'une concurrence internationale effrénée. Et la vérité, c'est que le libre-échange lance les peuples les uns

contre les autres. C'est le libre-échange qui crée à la fois une sorte d'asthénie de la demande mondiale, la recherche de débouchés extérieurs, et qui finalement, produit des réactions d'hostilité. Donc, on le voit, ce qui monte, c'est l'hostilité à la Chine qui est perçue. Au moment du vote sur le traité constitutionnel européen, on avait vu que montait l'hostilité aux pays de l'Est. Ces concurrences salariales par le bas, en fait, lancent les peuples les uns contre les autres. Donc la vérité, c'est que, au stade actuel - ce n'est pas le cas dans toutes les circonstances -, mais au stade actuel, le libre échange nourrit la xénophobie.

Le protectionnisme doit s'appuyer sur une idée territoriale. Mais de toute façon le protectionnisme, que je propose modestement, puisque je suis loin d'être un dominant mondial, est un protectionnisme qui dépasse l'idée nationale. Je dis très clairement que, à l'échelle de la France, ça n'a aucune chance de marcher, que la globalisation a fabriqué ce que les économistes américains appellent des économies régionales - on dirait plutôt des « économies continentales ». Il y a des phénomènes de pressions salariales qui s'exercent à l'échelle de toute la planète, mais les espaces de complémentarité et d'échanges de marchandises sont plutôt continentaux. Donc l'Europe s'est fabriquée, l'Europe est intégrée. L'idée de séparer les nations de la communauté européenne sur le plan économique, c'est un non-sens. De même, les États-Unis, à mon avis, ne sont plus dissociables économiquement du Canada et du Mexique: le niveau de l'interpénétration est tel que ça n'aurait plus de sens. Il y a des phénomènes de complémentarité très forte qui sont en train de s'établir entre économies asiatiques. Je pense que ça va être moins simple entre la Chine et le Japon qui ont des rapports historiques complexes. Mais le fait est qu'il y a une économie extrême-orientale qui est en train d'apparaître.

Donc ce que je dis, avec d'autres, c'est que l'important ce n'est pas de se couper des autres. C'est de créer des conditions dans lesquelles on peut assurer une remontée des salaires et de la demande. Et je dis qu'il faut découpler ces grandes économies continentales. Dans le cas de l'Europe, où est la xénophobie dans un projet qui

associerait dans un espace protégé, conformément à l'idée initiale du traité de Rome d'ailleurs (il ne s'agit que de faire revivre la préférence communautaire) 27 nations européennes ? Comme xénophobie, on peut faire mieux, il me semble...

Donc il s'agirait dans le cas de l'Europe de construire un espace protégé par des systèmes de quotas - plutôt que des barrières tarifaires, parce que les barrières tarifaires, dans un système de changes flottants, c'est un peu compliqué - et puis de créer les conditions d'une relance de l'économie par la relance salariale.

Et il est bien évident que si vous pensez à l'ensemble du cycle, ce que vous devez penser, c'est : « On protège aux frontières, on fait cesser la pression des salaires des pays émergents, on fait remonter les salaires, on fait remonter la demande, on crée pour les Etats la possibilité de participer aussi à la relance de la demande par l'investissement de l'État, et on relance les économies, et ces économies qui s'enrichissent sont amenées en bout de cycle, à se remettre, d'une autre manière, à importer ».

En fait, le protectionnisme de relance peut aboutir au développement des échanges internationaux; au contraire, avec le libre-échange en bout de cycle - et on est en bout de cycle - dans un premier temps, bien entendu, vous avez une augmentation des échanges internationaux, mais une fois que la demande intérieure des pays les plus avancés est complètement implosée, vous avez un effet boomerang sur les économies exportatrices de l'ancien Tiers-Monde. Le pays qui risque le plus actuellement dans la dépression mondiale, c'est la Chine. La Chine est devenue une économie folle, qui exporte 40 % de son produit intérieur brut, qui est une sorte de plate-forme de production pour les entreprises multinationales. Si le système continue de ralentir à la vitesse où il ralentit - je parle du système mondial -, la Chine risque littéralement d'imploser.

Donc, les gros arguments soi-disant universalistes du type: « oui, les protectionnistes européens sont des gens qui refusent le décollage des pays émergents », je trouve ça complètement idiot parce que, actuellement, les pays les plus menacés, ce sont les pays émergents.

Ce qui est vrai, c'est que c'est finalement techniquement facilement concevable pour les Européens, puisque l'économie européenne reste extrêmement puissante industriellement, elle équilibre à peu près - il y a un léger déficit en ce moment, mais ce n'est pas les États-Unis -, ses échanges commerciaux, c'est-à-dire que les Européens ont la maîtrise de toutes les technologies essentielles. Et puis en plus, ils ont juste besoin de quelques matières premières qu'ils peuvent payer par des exportations. Donc pour eux, c'est facile. C'est compliqué sur le plan politique quand on est à 27 et quand on n'a pas essayé sérieusement de convertir l'Allemagne, mais c'est techniquement faisable.

Pour les États-Unis et pour la Chine, c'est plus difficile. Parce que là, il y a des éléments d'asymétrie fondamentale. Les Chinois, il faut leur donner le temps, et les aider à se réorienter vers le développement de leur demande intérieure. Donc, bien entendu, il ne faut pas faire les choses brutalement. Il faut que ça soit fait dans un esprit de coopération. Mais si le libre-échange commence à les asphyxier eux-mêmes, on va s'arranger.

Quant aux États-Unis, qui sont en surconsommation, il est bien évident qu'un passage brutal au protectionnisme - ils en parlent plus là-bas, mais c'est plus difficile pour eux -, c'est une chute de niveau de vie de 20 %. Donc il faut les aider, c'est pour ça que j' avais essayé de lancer dans l'Expansion l'idée d'un plan Marshall pour les États-Unis. Ils l'ont bien mérité, après tout le bien qu'ils nous ont fait.

Vous voyez, c'est facile. Dans mon esprit les choses sont très claires, mais ce qui est réellement tragique, c'est que la crise est arrivée sur nous avant que les choses aient été pensées dans le détail. Le libre-échange, il a fallu deux générations pour le mettre en place. Le passage au protectionnisme coopératif, c'est l'affaire d'une génération. Et là, on arrive, il y a la crise, personne n'a pensé à rien. Quand je vois tous ces dirigeants qui se baladent sur la planète à faire des conférences de presse en ce moment - je pense particulièrement à Nicolas Sarkozy -, il me revient une expression qui avait été utilisée, je ne sais

plus si c'était pour Giscard ou pour Mitterrand : le « petit télégraphiste ». Donc là, on a l'impression d'un petit télégraphiste qui n'a aucun message. Mais ça, ce n'est pas la faute des dirigeants politiques. C'est que les élites du monde développé, qui restent dominants idéologiquement - il ne faut pas se faire d'illusions - n'ont rien pensé à l'avance, n'ont rien préparé. On est dans un état de surprise complet. Et une partie du drame est là, je crois.

**Pascale Fourier** : *Et qu'est ce qui les a empêchées, ces élites, de penser, justement, que des mesures protectionnistes pouvaient être bonnes ? Pourquoi il y a cette espèce de blanc mental en quelque sorte ?*

**Emmanuel Todd** : C'est ce que j'essaie d'expliquer dans mon livre. J'évoque des choses évidentes, comme la notion d'intérêts de classe :

-Dans une première phase, le libre-échange a vraiment profité aux 20 % supérieurs de la population, les gens qui faisaient des études supérieures.

-Lors de ces dernières années, dans un pays comme la France, ça s'est rétréci au 1 % supérieur, avec 10 % qui - je vais parler vulgairement - qui ne morflent pas trop, du libre-échange.

En fait les dominants en souffraient moins ou en profitaient. C'est déjà un élément d'explication, même si c'est un peu court, puisque ça produit des sociétés très désagréables y compris pour les dominants.

Donc je mets pas mal en cause les économistes. On peut vraiment parler d'une faillite intellectuelle et morale d'une profession dans son ensemble. Et pourquoi cette faillite intellectuelle et morale ? Pourquoi cette difficulté à penser le problème de la demande globale à l'échelle mondiale ? La génération dominante dans le monde développé, c'est la mienne. J'ai 57 ans, donc des gens qui sont entre 50 et 60, qui dans leur formation initiale, s'ils ont fait Sciences-Po ou de l'économie, ont appris l'économie keynésienne. Donc en fait il y a un mystère : comment ont-ils réussi à oublier ce qu'ils avaient appris ? En fait, moi je m'en souviens parce que je suis lent mentalement... J'avais des traces mnésiques qui m'ont permis d'affronter la situation... Je ne sais pas... Il y a quand même un mystère...

Et dans le livre, finalement, je m'intéresse à des phénomènes de mentalité, de psychologie collective, qui dépassent largement l'économie libérale. L'incapacité à penser le collectif, c'est pour moi fondamentalement lié à une sorte de phase assez bizarre de l'évolution mentale de l'humanité.

Il y a l'accession de millions de personnes à une éducation supérieure, il y a l'élévation du niveau de vie, qui n'a pas produit un état de conscience supérieure mais qui, au moins dans une première phase - on est en plein dedans - a produit ce que j'appelle pas du tout de l'individualisme, on parle d'ultra-libéralisme, on pourrait parler d'ultra individualisme.. Le plus simple c'est encore de parler de narcissisme, et de toutes sortes de comportements, je dirais des individus sur-éduqués, d'intérêt pour soi-même et de désintérêt pour tout ce qui est collectif. Toutes les croyances collectives se sont effondrées, ce qui restait de religion, ce qui restait d'idéologie politique. On est confronté à un phénomène de mentalité extrêmement vaste qui, quand on atteint la sphère de la réflexion économique, produit des attitudes qui se présentent comme scientifiques, mais qui en fait sont des espèces d'envies primitives et primales. C'est-à-dire « il est interdit d'interdire », donc l'État ne peut pas intervenir; l'individu est roi, et au-delà de roi..., donc il n'y a que le marché, donc on ne peut pas s'organiser; penser collectif est une horreur; le mot protectionnisme est affreux... Vous voyez, c'est un problème de psychologie collective. Ce n'est pas du tout un problème intellectuel.

**Pascale Fourier** : *Et pourquoi la gauche en particulier n'a pas pensé cela ?*

**Emmanuel Todd** : Moi, je suis plutôt un mec de centre-gauche, donc c'est très triste pour moi de dire ça, et j'ai vraiment beaucoup plus souvent voté à gauche dans ma vie qu'à droite. Mais les gens de droite bizarrement.... (je ne pense pas à la bourgeoisie financière ou aux gens des grandes multinationales qui échappent à la nation, ou à toute notion de territoire, et qui sont vraiment dans les profiteurs du système, vous savez les gens qui déplacent des ouvriers, ou qui déplacent plutôt des facteurs de production et qui jouent sur les

unités de production comme sur les touches d'un piano et qui délocalisent, qui spéculent, c'est un petit monde en fait. A droite c'est un petit monde, c'est très peu de gens, on est dans les 1%), .... mais les petits chefs d'entreprise, les petits patrons, qu'ils exportent un peu ou pas, pour eux, la magie du libre-échange, le libre-échange, c'est une lutte pour la survie. Ils réussissent ou ils ratent, mais c'est très dur. Et quelque part ils sont capables de sentir que ce n'est pas idéal.

C'est pour ça que quand il y a des bruits de protectionnisme, ils viennent plutôt de la droite encore. C'est des bruits. Ce n'est guère plus que des bruits. Sarkozy a fait, avec la plume de Guaino, avait fait quelque bruit avant son élection parce qu'il avait vraiment très peur de ne pas être élu, et que les gens aiment bien ça : en fait quand on regarde un sondage sur la population, les gens sont en faveur du protectionnisme de façon incroyable.

Les socialistes, ils ont d'abord ce petit blocage que j'ai déjà évoqué, c'est-à-dire cette idée que la gauche doit s'intéresser au peuple, mais elle doit s'intéresser à l'humanité dans son ensemble, et que ça serait vraiment dégoûtant de ne pas tenir compte de l'émancipation économique des peuples chinois, indiens et autres. Ça, c'est ce qu'ils disent. En disant ça, ils semblent croire que ces pays se développent uniquement à cause des échanges, alors que c'est des pays qui s'alphabétisent, qui auraient décollé dans n'importe quel type de régime économique à peu près raisonnable.

Et puis il y a ce truc quand même terrible, c'est que le cœur du Parti Socialiste - je vais le dire très crûment -, ce sont des fonctionnaires de catégorie A, qui ont la stabilité de l'emploi, et qui donc sont en dernière ligne pour l'extermination économique, puisque les fonctionnaires ne vont pas être délocalisés, par définition. Donc, cela dit, il faut dire aussi que les salaires, comme je signale dans mon livre, les salaires des fonctionnaires de catégorie A sont en baisse depuis quelques années, c'est-à-dire que la pression finit par s'exercer. Ce n'est pas une insulte personnelle, je suis moi-même un fonctionnaire de catégorie A, donc ça n'est pas personnel. Il y a une sorte d'insensibilité du Parti Socialiste, jusqu'à très récemment, une insensibilité du Parti

Socialiste à ces questions de libre-échange, paradoxalement, parce que le Parti Socialiste était un parti de fonctionnaires. Ça avait été remarqué par le théoricien allemand du protectionnisme, Friedrich List. Les fonctionnaires sont des gens qui peuvent avoir une idéologie économique, sans avoir aucun rapport réel avec le marché et avec ses contraintes. Mais cela dit, quand même, ça bouge. La motion Hamon, on n'attendait pas que ça arrive, et elle arrive juste avant la crise mondiale. Quand même, on a de bonnes surprises!

**Pascale Fourier** : *Tout à l'heure vous disiez que ça serait difficile de mettre en place un protectionnisme européen. Et justement, le faire, mais avec qui ? Comment ?*

**Emmanuel Todd** : Moi, je milite pour des projets concrets, qui peuvent améliorer grandement la vie des populations, mais sans rentrer dans un conte de fées, et en tenant compte des rapports de force réels. Quand on dit l'Europe à 27, oui, c'est très sympa, mais ce n'est pas vrai que ça va dépendre des Lettons. La plupart des gens, d'ailleurs, ne savent pas où est la Lettonie. Moi, j'ai une petite idée de ce qu'est l'histoire de la Lettonie, et ce n'est pas eux qui vont décider.

Il y a une réalité à accepter en Europe, c'est qu'il y a quelques puissances dominantes. L'Angleterre est dominante sur le plan des conceptions idéologiques puisque c'est le monde anglo-saxon etc. Alors je dois dire que la crise - je suis un anglophile congénital, j'ai fait une partie de mes études supérieures en Angleterre, donc mon cœur saigne quand je vois les difficultés économiques de l'Angleterre, et les risques qu'ils ont pris en acceptant une financiarisation exagérée de leur économie - mais la réalité, c'est que l'Angleterre actuellement n'est pas en situation de débattre du sujet. Il y a même des Anglais qui commencent à dire qu'il serait temps de joindre la zone euro pour éviter une catastrophe de type islandais. Ça paraît exagéré comme risque, mais bon...

Il y a deux puissances en Europe, il y a la puissance de contestation qu'est la France - pas sous la forme sarkozyste, du rapport infantile à l'autorité des États-Unis, on va

gueuler contre le papa américain, même quand il a fait des bêtises, mais on va gueuler à Washington sur son terrain - donc je pense à la France de la contestation, des Français qui ont parfaitement compris que le libre-échange était une ânerie, qui votent Non au référendum, qui ne s'en laissent pas compter. Mais j'aurais tendance à dire que la spécialisation de la France dans le domaine international - vous savez, c'est le grand truc des libre-échangistes : chaque pays doit se spécialiser dans la production pour laquelle il est le plus doué. La France fait des TGV, des morceaux d'Airbus, des centrales nucléaires - mais la grosse exportation de la France, c'est quand même la contestation. Il faut reconnaître notre talent depuis 1789. Donc c'est ça : la France est une France de contestation. Et puis c'est une puissance, elle a son siège de membre permanent au Conseil de Sécurité, elle possède l'arme nucléaire, quand même.

Mais il y a une puissance industrielle et économique dominante en Europe qui est l'Allemagne. Donc, en fait, l'Italie, l'Espagne sont importantes - ça serait bien si les Français arrivaient à prendre plus au sérieux, et à discuter plus sérieusement avec les « sœurs latines », comme on dit - mais l'important, c'est le dialogue avec l'Allemagne. Et un dialogue musclé. C'est-à-dire qu'il faut contraindre les Allemands à prendre leurs responsabilités. Leur attitude en Europe n'est pas responsable actuellement. Ils font une politique économique de type japonais, en fait. Ils ont un excédent commercial tout à fait extraordinaire, et ils veulent à la fois bénéficier de la protection de leurs exportations dans la zone euro, puisque la France, l'Allemagne et l'Italie ne peuvent pas faire des dévaluations compétitives pour se protéger de l'efficacité de l'Allemagne à comprimer ses propres salaires. Et puis ils font une politique d'exportation à l'échelle mondiale qui est très importante. C'est une économie beaucoup plus mondialisée, l'économie allemande. Donc il faut avoir le courage d'affronter les dirigeants allemands et de leur poser un marché. Leur dire: « Ecoutez, vous êtes dans une situation actuellement tout à fait épouvantable » - justement ils sont beaucoup plus touchés actuellement en période de crise, bien entendu les économies les plus exportatrices, les plus dynamiques, sont les plus touchées.

Ça recommence exactement comme en 29. Le 0,1 % de croissance de la France prévue dans l'année qui vient, ce n'est pas une performance extraordinaire, ça veut dire qu'on allait déjà très mal avant, qu'on n'exportait déjà pas assez dans le système ancien. Donc l'Allemagne est menacée. Il s'agit de faire comprendre aux Allemands qu'ils ont plus à gagner dans une économie européenne continentale protégée, comprenant les pays de l'est qui sont essentiels aux exportations et à l'économie allemande, et qu'il faut qu'ils prennent ça en charge. Et puis leur dire : « Ecoutez, soit vous comprenez votre intérêt qui est d'assumer vos responsabilités dans la réorganisation de l'économie européenne, soit on décroche de l'euro, on fout l'euro en l'air, parce que ça ne nous arrange pas nous ». Donc, tant qu'à faire, il s'agit simplement de survivre dans des conditions difficiles, chacun joue son jeu, et l'intérêt de la France, c'est de revenir à la protection par le change, la dévaluation, comme on faisait d'ailleurs quand le pays était prospère. Parce qu'une monnaie dévaluée, ce n'est pas non plus la mort.

Voilà. Mais pour cela, il faut oser négocier avec les Allemands. Et ce qui m'inquiète dans la période récente, c'est que le gouvernement actuel, la présidence actuelle, Sarkozy fait des effets de manche à l'échelle planétaire: il court partout en disant qu'il a organisé des moments historiques, mais la seule relation importante pour la France - la relation avec l'Allemagne -, il la pourrit. Parce que les Allemands ne le supportent pas, parce qu'il est agressif, vaniteux, prétentieux... Dans le contexte actuel, c'est insupportable. Parce que la vérité, c'est que la France ne peut pas être entendue seule à l'échelle mondiale. On l'a vu pendant la guerre d'Irak. La France est une puissance moyenne, estimable, qui peut produire du verbe, mais pas plus, en temps normal. Pour produire de l'action, il faut que l'Allemagne soit d'accord. Donc, Chirac et Villepin ont pu menacer les États-Unis d'un veto au Conseil de Sécurité parce que les Allemands avaient dit : « Si vous le faites, on vous appuie ». Et là, on est au cœur des problèmes économiques, c'est encore plus essentiel. On saura qu'il se passe quelque chose le jour où les Français, les Allemands, discuteront d'une réorganisation économique de l'Europe. Mais on n'en est pas là, la France

et l'Allemagne ensemble sont une puissance mondiale. Séparément, ce sont deux puissances mondiales moyennes, intéressantes et estimables, mais qui ne sont pas à l'échelle des États-Unis, de la Chine, ou même de l'Inde virtuellement. Il faut - je suis un bon français, on n'est que 60 millions, nous avons derrière nous une histoire prestigieuse - mais il faut voir le monde en marche, et la désoccidentalisation du monde.